

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél: 00229 97096417

www.leconomistebenin.com



SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Côte d'Ivoire

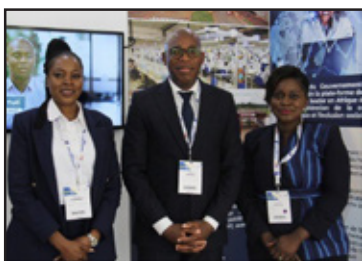
Le banquier Tidjane Thiam envisage de briguer la présidence en 2025

Après vingt-deux ans d'absence, l'ex-ministre du Plan et du Développement, Tidjane Thiam, a fait un retour ... • (Page 06)

Education au Bénin

Les enseignants contractuels de l'État de la promotion 2012 et 2014, appellent au secours

Les Agents Contractuels de Droit Public de l'État de la promotion 2012 et 2014 ont animé hier lundi 05 ... • (Page 11)



Exportations vers les pays d'Asie

Le Bangladesh, 1^{ère} destination du Bénin en 2021



Investissements étrangers au Bénin

La GDIZ et ses facilités exposées au privé français

• (Page 03)

Médicaments vétérinaires dans l'Uemoa

La 50^{ème} session du Comité Régional ouverte avec 37 dossiers

Comme il est de coutume chaque année, le Comité régional du médicament vétérinaire (CRMV) a ouvert depuis hier ... • (Page 11)

Situation économique

Abdoulaye Diop échange avec le président Damiba du Burkina-Faso

Le président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye DIOP a été reçu en audience ... • (Page 04)

Production mondiale d'engrais

Les réductions vont affecter l'approvisionnement alimentaire mondial

Déjà compromis par de niveaux de sécheresse intenses et historiques jamais vus dans le monde industrialisé et par la guerre russo-ukrainienne, l'approvisionnement ... • (Page 04)

CEDEAO

Une nouvelle politique régionale pour garantir la sécurité routière

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) organise les 8 et 9 septembre 2022, un atelier régional de ... • (Page 11)

Gratuit.
Facile. Sécurisé.
La banque mobile
au bout des doigts.

Quel que soit votre téléphone !

*Service disponible pour les abonnés MTN et Moov Africa

*826#



Ecobank
La Banque Panafricaine

ecobank.com

Investissements étrangers au Bénin

La GDIZ et ses facilités exposées au privé français

Projet accueillant déjà une kyrielle d'investisseurs, la Zone économique de Glo-Djigbé Zè (GDIZ) a été présentée au secteur privé français les 29 et 30 août 2022, sur l'Hippodrome Paris Longchamp où s'est tenue la Rencontre des Entrepreneurs de France (REF).

• Sylvestre TCHOMAKOU

Plateforme destinée à faire du Bénin un hub industriel et d'assurer la transformation des produits agricoles notamment le cajou, le coton, le karité, l'ananas, le soja, etc., la Zone économique de Glo-Djigbé, s'exporte partout au monde. Après la visite de la délégation du ministre du commerce extérieur français dans ladite zone avec un groupe d'entrepreneurs français, en France, les 29 et 30 août 2022, ce joyau qui se veut être le cœur de l'industrie a été présenté au secteur privé français à l'occasion de la Rencontre des Entrepreneurs de France (REF). Organisée par le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) avec plus de 150 intervenants, 30 débats et keynotes, l'édition



• Le DG SIPI-Bénin et des acteurs du privé français

2022 de la REF a permis à la GDIZ de présenter aux décideurs français les différents avantages, facilités et intérêts d'investissement qu'elle offre aux potentiels investisseurs présents sur place. Les infrastructures de pointe développées dans la GDIZ et les mesures incitatives mises en place, n'ont, d'ailleurs, pas manqué de susciter l'intérêt de

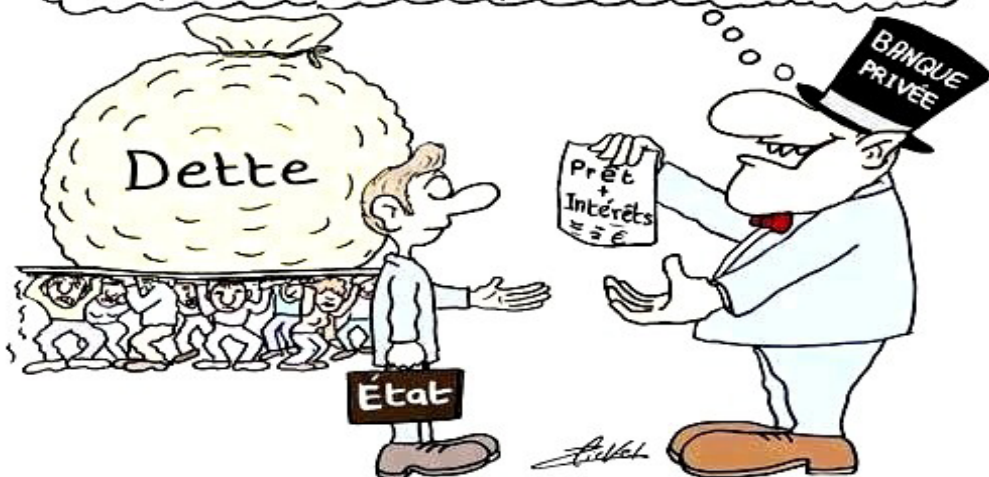
nombreux entrepreneurs. Chef de file de la délégation béninoise, le Président Patrice Talon n'a pas manqué l'occasion de présenter à plus de 100 entreprises françaises, les opportunités d'investissement possibles au Bénin grâce aux réformes opérées depuis avril 2016 ; lesquelles réformes participent depuis leur mise en œuvre, à la réussite économique du pays. Il est à noter qu'une dizaine de Chefs d'entreprises béninoises conduits par le président la Confédération nationale des employeurs du Bénin (CONEB), Albin Fèliho ont également pris part à cette rencontre aux côtés du chef de l'Etat Patrice Talon. La Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin), l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEX), le Conseil National du Patronat du Bénin (CNP-Bénin), la Glo Djigbé Industrial Zone (GDIZ) ainsi que plusieurs opérateurs économiques du Bénin y étaient.



Cari du jour

L'incroyable escroquerie

Je prête du virtuel pour récolter du réel.



AUX DECIDEURS... Cela nous étreint

La recherche d'un logement à louer dans la ville de Cotonou et ses environs relève de l'exploit au terme d'un chemin de croix. Trois situations se présentent. Il y a d'abord le coup du hasard qui peut jouer en faveur d'un futur locataire à la recherche de logement. Dans ce cas, ce dernier peut être informé de la disponibilité d'un logement auprès d'un propriétaire et négocier directement son bail. Ces cas sont vraiment rares. Il y a ensuite ce qu'on peut qualifier d'accès à une location par substitution. Dans ce cas de figure, c'est un locataire qui, se mettant dans les dispositions de libérer le logement précédent, en informe ses connaissances jusqu'à rencontrer une qui exprime le besoin de louer une maison de même standing. Enfin, la dernière possibilité dans la recherche de logement est la plus répandue. Il s'agit du recours aux services d'agents immobiliers, communément appelés « démarcheurs. » Ces personnes qui, en réalité, n'ont pas la qualification d'agents immobiliers se sont investis dans le secteur et ont fait main basse sur les logements locatifs. Ainsi, ils sont pratiquement indispensables dans le service. Dans tous les cas, ils profitent bien de ce métier qui leur procure les ressources dont ils ont besoin pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Avoir recours au service express des démarcheurs fait gagner vraiment du temps. En une demi-journée, le futur locataire aura parcouru avec le démarcheur plusieurs maisons destinées à la location. Au terme de ce périple, il lui est loisible d'opérer un choix conséquent.

Mais pour bénéficier des services du démarcheur, il faut se soumettre à son protocole qui impose d'abord de s'acquitter de ses honoraires de déplacement qui s'élèvent à 2000F par déplacement. Avouons qu'en désespoir de cause, l'acquéreur cède à cette forme d'escroquerie. La seconde disposition de ce protocole qui n'est écrite nulle part, est le paiement par le locataire au démarcheur d'une prime ayant la même valeur locative mensuelle de la maison mise en bail. Ainsi, pour un loyer de 50.000F le mois, il faut payer au démarcheur 50.000F. Si la valeur locative est de 200.000F le mois, le démarcheur vous prend 200.000F. Et ces dépenses ne comptent pas pour le propriétaire. En effet, après avoir payé les honoraires de déplacement et la prime qui équivaut à la valeur locative de la maison, il faut payer les avances sur loyer et une caution d'eau et d'électricité. Dans cette logique, il était loisible à chaque propriétaire suivant sa vulnérabilité ou non de fixer le nombre de mois pour les avances sur loyer. Heureusement, de ce point de vue, une réglementation fixe à trois mois le nombre des avances sur loyer. Le recours aux services des démarcheurs est partagé entre service express et escroquerie. Mais tout le monde s'en accommode en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Sauf que cela fait trop dépenser l'acquéreur. Il est à souligner qu'à côté des démarcheurs, il y a des agences immobilières plus structurées qui opèrent dans le secteur. Elles sont plus dans la location des appartements et des parcelles. A ces agences immobilières, il faut payer un pourcentage sur les montants des achats.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Guinée : La Chine détient 70 % de la dette publique

L'annonce le 18 août 2022 par le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, de l'annulation de la dette en faveur de 17 pays africains a été accueillie avec espoir à Conakry par le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) qui fêtera, le 5 septembre prochain, le premier anniversaire de son coup d'Etat. Si la promesse de l'Empire du Milieu se concrétisait, le profil de l'endettement de la Guinée va s'améliorer fortement et fondre de 32% puisque, selon les statistiques officielles, Pékin détient 70,3% de la dette extérieure du pays. Sous le professeur Alpha Condé, la Guinée.....

Exportations vers les pays d'asie

Le Bangladesh, 1^{ère} destination du Bénin en 2021

Le rapport des statistiques annuelles sur le commerce international de biens du Bénin au titre de l'année 2021 de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD) renseigne sur les dix principaux partenaires du Bénin à l'exportation en 2021. Ainsi, le Bangladesh arrive en tête avec 41,6% des exportations totales du Bénin en 2021.

● Abdul Wahab ADO

Selon le classement des dix principaux partenaires du Bénin à l'exportation en 2021, on a respectivement le Bangladesh, l'Inde, la Chine, le Vietnam, le Tchad, le Niger, l'Egypte, le Danemark, l'Ukraine et les Emirats arabes unis. Selon l'analyse des statistiques, malgré les traits fluctuants des exportations du Bénin vers ses principaux partenaires, le Bangladesh se positionne au premier rang et prédomine avec une quote-part de 41,6% des exportations totales de l'année 2021. Il est suivi de l'Inde, de la Chine et des Emirats arabes unis en 10^{ème} position en ce qui concerne les exportations vers le vieux continent. Par ailleurs, il convient de signaler que les dix principaux partenaires à l'exportation du Bénin se regroupent en trois zones continentales telles que l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Les principaux produits vendus aux dix principaux partenaires en 2021 : le coton, les noix (coco, anacarde...) et les tourteaux étaient orientés vers l'Asie alors que les produits destinés à la construction étaient à destination de l'Afrique. L'analyse de la structure des exportations de marchandises du Bénin en 2021 révèle des spécificités, en termes de produits d'exportations, pour chaque continent. Les pays asiatiques tels que le Bangladesh, l'Inde, la Chine puis le Vietnam achètent majoritairement dans des proportions variées le « coton, non cardé ni peigné

Exportations						
RANG 2021	Principaux Partenaires	Variation (%)		Valeur (Milliards FCFA)	Part dans les exportations totales (%)	Evolution Rang (1999-2021)
		2020/2019	2021/2020	2021	2021	
1	Bangladesh	39,5	26,6	236,9	41,6	
2	Inde	-18,3	-1,5	56,9	10,0	
3	Chine	-12,4	73,1	55,8	9,8	
4	Vietnam	-71,6	93,5	28,4	5,0	
5	Tchad	136,3	165,3	20,3	3,6	
6	Niger	-14,7	29,0	17,1	3,0	
7	Egypte	-50,5	79,6	15,2	2,7	
8	Danemark	2,1	-27,4	13,2	2,3	
9	Ukraine	110,5	-45,6	12,4	2,2	
10	Emirats Arabes Unis	93,5	-33,1	11,6	2,0	
Ensemble		3,5	23,3	467,9	83,2	
Total Bénin		-2,5	17,1	568,8	100,0	

Source : INStAD/DCNSE/SSC/UEE, mai 2022

», principal produit d'exportation du Bénin. Aussi, l'Inde s'intéresse aux « noix de coco, noix du brésil et noix de cajou, fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées ». Le rapport des statistiques annuelles sur le commerce international de biens du Bénin au titre de l'année 2021 de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie montre que les partenaires commerciaux africains recherchent à la fois des produits manufacturés provenant de la réexportation et ceux fabriqués sur le territoire national en de différentes proportions. Ainsi, les produits dominant leurs achats en 2021 sont les « barres en fer ou en aciers non-alliés ». Sur le continent africain et notamment pour le Tchad, nous avons les « ciments hydrauliques, y compris les ciments non-pulvérisés dits 'clinkers', même colorés » pour le Niger. Le « coton, non cardé ni peigné » est le principal produit vendu à l'Egypte. Il faut préciser que sur le continent européen, le Danemark achète

essentiellement au Bénin, les « graines et fruits oléagineux, même concassés ». Quant à l'Ukraine, elle a acheté principalement en 2021, l'« or, y.c. l'or platiné, sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre » et le « coton, non cardé ni peigné ».

346,5 milliards de FCFA pour la vente du « coton, non cardé ni peigné »

Les dix principaux produits vendus à l'extérieur par le Bénin en 2021 totalisent 83,5% de la valeur des exportations. Le « coton, non cardé ni peigné », vendu pour un montant de 346,5 milliards de FCFA occupe la première place. Viennent ensuite, les « noix de coco, noix du brésil et noix de cajou, fraîches ou sèches,... » et les « graines et fruits oléagineux, même concassées », avec des parts respectives de 4,7% et 4,0%. En 2021, les ventes du Bénin vers le continent africain ont augmenté de 29,6% par rapport à leur niveau de 2020. Les principaux groupes de produits tels que le « fonte, fer

et acier », (+19,8 points de pourcentage), le « coton » (+8,1 points de pourcentage) et les « réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques... » (+2,5 points de pourcentage) sont à l'origine de cette hausse. Au cours de la même période, on note une hausse de 4,2% des expéditions de biens à destination des pays de la CEDEAO, hausse in-

duite notamment par le fort accroissement des ventes au Ghana (+146,4%). Cette augmentation enregistrée sur le marché du Ghana s'expliquerait notamment par la hausse des ventes des produits des groupes que sont les « réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques... » (+88,2 points) et les « autres articles textiles confectionnés... » (+80,7 points).

Augmentation de 1,6% entre 2020 et 2021 des exportations du Bénin en direction des pays de l'UEMOA

Une amélioration notable a été enregistrée au niveau des ventes sur le continent asiatique entre 2020 et 2021 (+23,9 points de pourcentage), due principalement aux expéditions du « coton » (+24,8 points de pourcentage) pour une valeur de 325,4 milliards de FCFA en 2021. En revanche, les

ventes du Bénin en Europe ont connu une baisse de 28,6% entre 2020 et 2021, expliquée en grande partie par une chute des expéditions de biens vers les pays de l'Union Européenne (-26,3%). Les ventes des biens ayant contribué à cette baisse sont celles liées aux produits des groupes que sont, le « coton » (-15,3 points de pourcentage), les « réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques ... » (-8,7 points de pourcentage) et les « graines et fruits oléagineux... » (-7,5 points de pourcentage). Par ailleurs, les exportations de biens du Bénin vers le continent américain (-38,3%) ont connu un repli entre 2020 et 2021, expliqué principalement par la chute des ventes des « combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation... », qui sont passées de 3,8 milliards de FCFA en 2020 à 19,6 millions de FCFA en 2021.

Exportations						
RANG 2021	Produits	Variation (%)		Valeur (Milliards FCFA)	Part dans les exportations totales (%)	Evolution Rang (1999-2021)
		2021/2020	Sens	2021	2021	
1	Coton, non cardé ni peigné	33,7	▲	346,5	60,9	
2	Noix de coco, noix du brésil et noix de cajou, fraîches ou sèches,...	-17,6	▼	27,0	4,7	
3	Graines et fruits oléagineux, même concassés...	-15,1	▼	22,8	4,0	
4	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	-3,9	▼	20,5	3,6	
5	Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets,...	-0,2	▼	17,7	3,1	
6	Barres en fer ou en aciers non-alliés,...	184,0	▲	10,3	1,8	
7	Or, y.c. l'or platiné, sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre	1,2	▲	8,6	1,5	
8	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés,...	98,1	▲	8,3	1,5	
9	Huiles de tournesol, de carthame ou de coton et leurs fractions,...	120,8	▲	7,0	1,2	
10	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton, d'un poids <= 200 g/m²	-5,3	▼	6,1	1,1	
Ensemble		23,7		474,8	83,5	
Total Bénin		17,1		568,8	100,0	

Source : INStAD/DCNSE/SSC/UEE, mai 2022

Baromètres Bénin

Référentiel			Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources	Economie	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'hbts	Statistiques mondiales (2018)	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Densité de la population	100,17 hbts/Km2	Statistiques mondiales (2018)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2019
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2015	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)			
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)			
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)			

Situation économique et financière dans l'Uemoa

Abdoulaye Diop échange avec le président Damiba du Burkina-Faso

Le président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye DIOP a été reçu en audience lundi 29 août 2022 à Kosyam par Paul Henri Sandaogo DAMIBA du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration et président du Faso. Au menu des échanges : la situation économique et financière dans la zone Uemoa.



● Bidossessi WANOU

La situation économique et financière dans les Etats de l'Union économique et monétaire Ouest africaine préoccupe le président de la Commission de l'Uemoa, Abdoulaye Diop. Lors d'une audience avec le président du Faso, les deux hommes ont longuement évoqué le sujet. Ils n'ont pas omis la situation sécuritaire notamment au Sahel, laquelle situation impacte et conditionne celle économique et financière non seulement au Sahel mais également les autres pays de la sous-région. Le conflit russo-ukrainien qui ne cesse d'affecter l'économie mondiale a été au centre des discussions. « Avec le Président du Faso nous avons évoqué les difficultés économiques que traversent les pays de l'Union. La situa-

tion que nous traversons est impactée par la crise ukrainienne qui a causé une inflation dans tous les pays du monde et les pays de l'UEMOA n'ont pas échappé à cette situation. Nous avons également noté des efforts dans tous les Etats de l'Union y compris le Burkina Faso qui ont soutenu les populations. Les Chefs d'Etat ont mobilisé les ressources pour maîtriser cette inflation », a déclaré le Président de la commission de l'UEMOA, Abdoulaye Diop à sa sortie d'audience. Il a salué le respect des textes communautaires par le Burkina-Faso, toute chose qui offre un climat favorable dans le pays qui abrite le siège de l'Uemoa. D'ailleurs, il a reconnu et salué l'accord trouvé entre la CEDEAO et le Burkina-Faso qui permet à la Commission de l'Uemoa d'avoir une sérénité aujourd'hui et

un apaisement au niveau du pays. D'ailleurs, « cette audience a également été l'occasion pour nous de partager avec le Président DAMIBA, les informations sur les activités spécifiques que nous menons au profit du Burkina Faso. Comme vous le savez, nous avons des projets dans tous les Etats de l'Union qui sont en train d'être exécutés. Le Burkina Faso est un modèle pour nous car, il assure une bonne transposition de nos textes communautaires, de nos réformes et nous avons marqué toute notre satisfaction pour ces performances du pays dans le cadre de la marche de notre Union », a expliqué Abdoulaye Diop. Le président de la Commission de l'UEMOA a rassuré son hôte de la disponibilité de la Commission de l'Uemoa à accompagner le Burkina-Faso.

Production mondiale d'engrais

Les réductions vont affecter l'approvisionnement alimentaire mondial

Déjà compromis par de niveaux de sécheresse intenses et historiques jamais vus dans le monde industrialisé et par la guerre russo-ukrainienne, l'approvisionnement alimentaire mondial est une fois de plus en danger. Et cette fois, à cause de la réduction de la production mondiale d'engrais par l'un des gros producteurs mondiaux.

Selon Yara International, la compagnie norvégienne et l'un des leaders mondiaux du renforcement des cultures et fournisseur de solutions environnementales et agricoles, les nouvelles réductions de production causées par la hausse des prix du gaz naturel ramèneraient son utilisation de la capacité européenne d'ammoniac, le principal ingrédient de tous les engrais azotés, à seulement 35 %.

L'utilisation de l'ammoniac en agriculture concerne deux domaines : la fertilisation d'une part et l'alimentation animale d'autre part. C'est le seul engrais utilisé à l'état gazeux, maintenu dans la chaîne logistique à l'état liquide sous pression, et c'est l'engrais azoté qui a la plus forte teneur en azote, soit 82% (contre 46% pour l'urée, le plus dosé des engrais azotés solides), explique Wikipedia.

« Cette décision, qui fait suite aux coupes opérées par les sociétés d'engrais au Royaume-Uni, en Lituanie, en Hongrie et en Pologne, ravive les craintes pour la production agricole mondiale à un moment où l'offre mondiale de nombreux produits de base reste tendue et où la guerre russo-ukrainienne limite considérablement les exportations de céréales à partir de la Mer noire », a indiqué Gro Intelligence, la plateforme digitale du climat et de l'agriculture, dont les bureaux sont situés à New York et



Nairobi.

A en croire cette plateforme qui fournit des informations précieuses et exploitables sur l'agriculture, le climat et l'économie, les industries européennes des engrais sont particulièrement touchées, alors que la Russie réduit l'approvisionnement de la région en gaz naturel, une matière première essentielle dans la production d'engrais.

L'Europe dans l'impasse

À l'échelle européenne, l'utilisation des capacités de production d'engrais, à l'exclusion de l'Ukraine, est estimée à 50% pour l'ammoniac et à environ 33% pour les engrais azotés, selon CRU Group, un cabinet de conseil indépendant en engrais, cité dans l'analyse de Gro Intelligence.

La réduction de l'utilisation des engrais agricoles en raison de la pénurie d'approvisionnement et des prix élevés aurait des effets profonds sur la production alimentaire dans certaines par-

ties du monde, diminuant ainsi les récoltes et augmentant l'urgence de l'aide alimentaire d'urgence, selon le Global Fertilizer Impact Monitor de Gro.

Dans de nombreux pays africains, par exemple, l'utilisation d'engrais est déjà minime et la réduire davantage aurait un effet démesuré sur la production agricole. D'autres pays veraient un impact beaucoup plus faible des réductions de l'utilisation des engrais, selon l'analyse de Gro.

En 2016, l'Afrique a importé environ 4,3 millions de tonnes de nutriments d'engrais, une augmentation considérable par rapport aux 3,1 millions de tonnes de nutriments importées en 2011.

« Dans l'ensemble, la production alimentaire mondiale totale serait réduite d'une petite fraction, même dans certains des scénarios les plus pessimistes de réduction de l'utilisation des engrais, mais ce résultat masque les effets très inégaux d'un pays à l'autre ».

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022

Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l’Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d’inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l’activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l’emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement
Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l’index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l’index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l’index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l’index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d’IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d’IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d’investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d’IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L’indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L’indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d’énergie, la R&D, l’éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9.27 milliards USD	Déc 2017	8.57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l’agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14.7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10.7
Pib de l’administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d’inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L’inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d’intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d’intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA – Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA – Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA – Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Source : trading economics

France

Le gouvernement presse les supermarchés d'accepter une hausse du prix d'achat du lait

La filière du lait est en danger en France et les revalorisations concédées par les supermarchés insuffisantes pour la filière, déjà au bord du gouffre. Ce vendredi, le ministère de l'Agriculture a donc appelé les enseignes de la grande distribution à accepter les hausses de tarifs demandées par les producteurs de lait. « On est à un tournant : il faut que les distributeurs prennent leurs responsabilités, que les enseignes acceptent de passer les hausses [de tarifs] pour garantir la rémunération des agriculteurs et assurer la pérennité de la filière laitière », a réclamé le ministère lors d'un point avec la presse. La reprise mi-mars des négociations entre supermarchés et industriels de l'agroalimentaire, pour répercuter les hausses des coûts de production liés à la guerre en Ukraine, s'est transformée « en cycle de négociation permanent », a-t-il dénoncé, accusant les enseignes d'avoir fait « traîner » les discussions en longueur.

L'inflation étrangle les producteurs

Si elles ont été « plutôt fructueuses » cet été avec moins de blocages, admet le ministère, les négociations ont débouché sur des hausses « assez importantes sans être suffisantes », et qui restent bien en deçà des demandes des industriels, notamment ceux de la viande ou des légumes frais. Parmi les distributeurs, « certains jouent



le jeu, d'autres moins », souligne le ministère, et les hausses obtenues seraient, d'après lui, de l'ordre « de 6-7 % » au lieu des 12-13 % attendus par les fournisseurs. Ils ont, comme les agriculteurs, subi des hausses de leurs coûts de production très importantes ces derniers mois - et la tendance n'est pas près de s'inverser, les prix de l'énergie (gaz, électricité) atteignant des niveaux jamais vus.

Bientôt contraints d'importer du lait ?

Craignant qu'un « horizon assez sombre » ne se dessine pour de nombreuses industries alimentaires, le ministère s'est montré particulièrement inquiet pour celle du lait, dont les producteurs « voient leur rémunération bloquée » environ 50 euros en dessous du prix d'achat européen moyen pour 1.000 litres. La sécheresse historique, qui a frappé l'Europe cet été, a réduit la production d'herbe pour nourrir les vaches laitières, et fait grimper d'environ 25 % le prix de l'alimentation animale, étranglant encore un peu plus les éleveurs. « Si on refuse de payer le lait au prix de ses coûts

de production, demain, on sera contraint d'en importer », redoute le ministère de l'Agriculture.

Le lait, produit d'appel

« Le lait est un produit d'appel. Aujourd'hui, certains magasins le vendent à 0,72 centime/litre alors qu'en-dessous de 0,78 centime, cela ne couvre pas le coût de production », a dénoncé vendredi Christiane Lambert, présidente du syndicat agricole majoritaire FNSEA, lors d'un déplacement à la foire de Châlons. Elle demande, comme les autres organisations professionnelles et la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL), que le litre vendu en rayon soit revalorisé au prix symbolique d'un euro. La FNSEA réclame également l'ouverture d'une enquête de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) sur les pénalités logistiques, qui s'appliquent lorsque les fournisseurs ne sont pas en mesure de livrer leurs produits dans les temps.

20 minutes

Transition énergétique

Les prix des carburants reculent grâce à la nouvelle ristourne

Les prix moyens des carburants routiers vendus dans les stations-service de France ont reculé la semaine dernière en particulier grâce à la nouvelle ristourne de l'Etat, relevée à 30 centimes le litre depuis le 1er septembre. Le gazole était à 1,78 euro, soit 16 centimes de moins, que la semaine précédente, selon des chiffres arrêtés vendredi et transmis par le ministère de la Transition énergétique. L'essence super SP95 est à 1,6186 euro (soit 16 centimes de moins environ) et le SP95-E10 à 1,5420, en recul de 19 cen-



times. Ces prix français tiennent compte d'une ristourne relevée le 1er septembre de 18 à 30 centimes le litre à la pompe (en France continentale). Après une période de baisse au début de l'été, le gazole en particulier augmentait de nouveau depuis

la mi-août, en raison notamment de la mise en place progressive de l'embargo européen sur les produits pétroliers russes.

Cours du pétrole très élevés

L'Europe doit trouver des sources alternatives de gazole, qu'elle ne produit pas en quantités suffisantes, ce qui entraîne un surcoût. De manière générale, les cours du pétrole restent très élevés, dopés par la reprise post-Covid puis par les conséquences de la guerre en Ukraine.

20 minutes

Côte d'Ivoire

Le banquier Tidjane Thiam envisage de briguer la présidence en 2025

Après vingt-deux ans d'absence, l'ex-ministre du Plan et du Développement, Tidjane Thiam, a fait un retour remarquable en Côte d'Ivoire en août dernier. Il a alors rencontré les principaux acteurs de la vie politique et réaffirmé son appartenance au PDCI-RDA. L'ex-patron de Credit Suisse et de l'assureur Prudential, Tidjane Thiam (photo), envisage de briguer la présidence ivoirienne en 2025, a rapporté le journal britannique The Telegraph, le samedi 3 septembre. Le banquier franco-ivoirien envisagerait également de renoncer à sa nationalité française pour pouvoir briguer la magistrature suprême, conformément aux dispositions de la Constitution ivoirienne, a-t-on ajouté de même source. Une éventuelle candidature de l'ancien directeur général du groupe bancaire Credit Suisse à la présidentielle de 2025 marquerait le retour dans l'arène politique ivoirienne de ce petit-neveu du premier président de la Côte d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny. Entre 1994 et 1999, M. Thiam avait en effet servi en tant que directeur général du Bureau national d'études techniques et de développement (BNETD) rattaché directement au Premier ministre et au président de la République, puis comme ministre du Plan et du Développement. Après le coup d'Etat de 1999, il a pris ses distances avec les acteurs de la vie politique ivoirienne pour entamer une brillante carrière à l'international dans le monde de la finance.



Rencontres avec Ouattara et Bédié

Tidjane Thiam est rentré en Côte d'Ivoire le lundi 8 août, après vingt-deux ans d'absence. Il a été reçu peu après par le président, Alassane Ouattara, durant plus d'une heure, en présence de ses frères aînés, le gouverneur de Yamoussoukro, Augustin Thiam, et le ministre des Transports, Aziz Thiam. Il a ensuite rencontré le président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA), Henri Konan Bédié. A cette occasion, Tidjane Thiam a réaffirmé son appartenance au PDCI-RDA. « Je n'ai jamais quitté le PDCI-RDA, j'ai toujours été membre du PDCI-RDA [...] On connaît bien l'histoire du président Houphouët, je connais au moins celle de mon grand-père maternel qui est un des signataires fondateurs du parti à l'Etoile du sud. Donc, on forme une famille PDCI, nous restons au PDCI », avait-il lancé. Ces rencontres ont soulevé plusieurs interrogations dans la presse ivoirienne qui lui a prêté des ambitions présidentielles. Diplômé de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole des mines de Paris et relativement jeune par rapport aux principaux acteurs de la scène politique ivoirienne – Alassane Ouattara (80 ans), Henri Konan Bédié (88 ans) et Laurent Gbagbo (77ans), Tidjane Thiam (60 ans), n'a jamais exclu de briguer la présidence de la Côte d'Ivoire au moment opportun. Interrogé sur ses ambitions présidentielles par le magazine Jeune Afrique en décembre 2021, il avait alors laissé la porte entrouverte. « Je fais tout ce que je peux dans mon domaine d'expertise, c'est-à-dire en économie, pour faire avancer les choses. Mais je répondrai à votre question - redemandez-moi en 2025 », avait-il indiqué.

Télécom

Les ventes de smartphones en Afrique ont baissé de 7,9 % au deuxième trimestre



Les expéditions de smartphones en Afrique ont continué à diminuer au cours des douze derniers mois. Cette tendance devrait changer d'ici la fin de l'année selon la société américaine IDC. Les vendeurs de téléphones ont expédié environ 18,1 millions de smartphones en Afrique au deuxième trimestre 2022. Ce chiffre représente une diminution de 7,9 % par rapport au trimestre précédent où 19,7 millions de smartphones ont été expédiés sur le continent. C'est ce qu'a révélé la firme américaine International Data Corporation (IDC) dans son dernier rapport trimestriel « Worldwide Mobile Phone Tracker ». L'Afrique du Sud, le Nigeria et le Kenya restent les principaux marchés de smartphones en Afrique, avec respectivement 16,6 %, 13,8 % et 7,7 %. Au niveau des marques, le chinois Transsion (Tecno, Itel et Infinix) vient en tête avec une part de marché de 48 %. Le sud-coréen Samsung et le chinois Xiaomi occupent les deuxième et troisième places avec 25,8 % et 6,6 % des parts. Dans le précédent rapport, Arnold Ponela, analyste de recherche principal chez IDC, avait expliqué que l'inflation et l'instabilité économique freinaient le sentiment et les dépenses des consommateurs. Il avait ajouté que « cette situation avait encore été exacerbée par la hausse des coûts des composants et du transport, ainsi que par les récents blocages en Chine ». Cela fait le quatrième trimestre d'affilée que les ventes de smartphones en Afrique enregistrent une croissance négative, avec un glissement annuel de -20,6 %. Toutefois, IDC s'attend à ce que les ventes de smartphones en Afrique augmentent de 16,9 % au troisième trimestre et de 9,5 % supplémentaires au quatrième trimestre. « Les chaînes s'efforceront d'obtenir des allocations de ventes plus importantes, car elles cherchent à gérer les pénuries d'approvisionnement et à tirer parti de ce qui sera probablement une période de forte demande de smartphones en raison des festivités de décembre et des promotions du Black Friday », a déclaré Ramazan Yavuz, directeur de recherche senior chez IDC.

Ecofin du 05 Septembre 2022

BRVM 10162,23

Variation Jour-0,17 %

Variation annuelle5,68 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 169

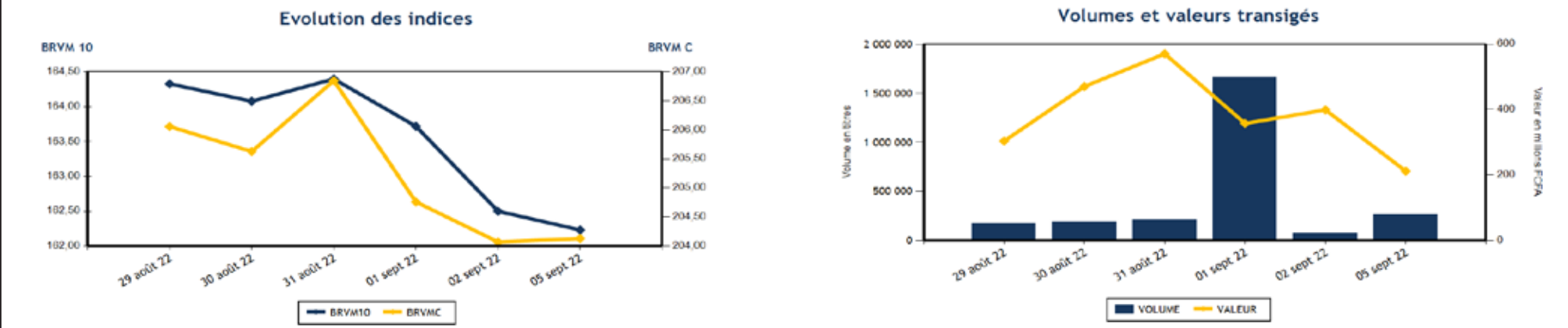
lundi 5 septembre 2022

Site : www.brvm.org

BRVM Composite204,13

Variation Jour0,03 %

Variation annuelle0,91 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 144 648 658 301	0,03 %
Volume échangé (Actions & Droits)	267 770	278,31 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	207 497 655	-46,09 %
Nombre de titres transigés	43	7,50 %
Nombre de titres en hausse	14	27,27 %
Nombre de titres en baisse	13	-23,53 %
Nombre de titres inchangés	16	33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 575	5,00 %	-10,00 %
SMB CI (SMBC)	6 700	4,69 %	-2,90 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 600	4,67 %	-9,46 %
BICI CI (BICC)	6 790	4,46 %	-8,24 %
SICABLE CI (CABC)	1 120	4,19 %	10,34 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	99,70	0,25 %	-9,45 %	5 985	15 366 895	26,75
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	471,62	-0,14 %	5,07 %	7 844	96 407 280	9,33
BRVM - FINANCES	15	77,28	-0,04 %	0,19 %	239 142	61 002 510	7,52
BRVM - TRANSPORT	2	428,81	0,00 %	-31,07 %	1 138	2 003 390	6,87
BRVM - AGRICULTURE	5	303,60	-0,47 %	24,78 %	3 489	17 896 925	5,91
BRVM - DISTRIBUTION	7	380,99	1,17 %	-6,49 %	10 097	14 711 405	28,70
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 813,81	0,00 %	101,37 %	75	109 250	17,65
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,14	
Taux de rendement moyen du marché	7,29	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,37	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	103	
Volume moyen annuel par séance	1 110 124,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 587 207 820,36	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances

Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances

Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)

Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)

Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)

Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 192 582 988 940	0,00 %
Volume échangé	466	-67,34 %
Valeur transigée (FCFA)	4 622 500	-67,72 %
Nombre de titres transigés	3	-75,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-25,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	5 600	-4,52 %	12,00 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 205	-1,51 %	21,67 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	4 000	-1,48 %	-4,53 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	13 705	-1,40 %	29,35 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	6 020	-1,31 %	13,58 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	6,44	
Ratio moyen de satisfaction	8,87	
Ratio moyen de tendance	137,89	
Ratio moyen de couverture	72,52	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	6,39	
Nombre de SGI participantes	28	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)

PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif

Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende

Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées

Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Adresse : D'Anatole de la Courbe
01 BP 2880 Cotonou
Tél : (229) 21 31 21 26
Fax : (229) 21 31 30 11



BRVM/FAO
Chambre de Commerce et d'Industrie
des Foyers d'Anatole
01 BP 302 Cotonou/Burkina Faso
Tél : (229) 21 31 30 11
Fax : (229) 21 31 30 11



CCIF
Chambre Régionale des Valeurs Mobilières
d'Abidjan
01 BP 302 Abidjan 01
Tél : (229) 21 31 30 11
Fax : (229) 21 31 30 11



BRVM
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Artisanat et des Services du Ghana (BRVM)
Abidjan
01 BP 302 Abidjan
Tél : (229) 21 31 30 11
Fax : (229) 21 31 30 11



BRVM
Chambre Régionale des Valeurs Mobilières
d'Abidjan
01 BP 302 Abidjan
Tél : (229) 21 31 30 11
Fax : (229) 21 31 30 11



BRVM
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
du Niger, Place de la Liberté
01 BP 302 Niamey
Tél : (229) 21 31 30 11
Fax : (229) 21 31 30 11



BRVM
Chambre Régionale des Valeurs Mobilières
d'Abidjan
01 BP 302 Abidjan
Tél : (229) 21 31 30 11
Fax : (229) 21 31 30 11



BRVM
Chambre Régionale des Valeurs Mobilières
d'Abidjan
01 BP 302 Abidjan
Tél : (229) 21 31 30 11
Fax : (229) 21 31 30 11



Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel
allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202
parcelle « d », Cotonou – BENIN
001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
(229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com



Carré 211 St Michel
immeuble SGI-Bénin 01 BP
4546 Cotonou.
Tél : (229) 21 31 15 41
21 31 15 71



Groupe BMCE BANK
BOA CAPITAL SECURITIES
Siège BOA Benin,
Boulevard de France
Tel : (229)
21315343/64182121



SOCIETE DE BOURSE
Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8668 RP Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21318733
+229 21316065



AFRICABOURSE
Avenue Steinmetz Face
Immeuble Air Gabon 01 BP
6002 COTONOU BENIN
Tél : (229) 21 31 88 35 /
21 31 88 36



BIIC Financial Services
Société de gestion et d'intermédiation
Boulevard Saint Michel
Immeuble Agence BIIC Dantokpa
01 BP. 7700 Cotonou
Tél. +229 21324875
Tél. +229 21324876
sgibfs@biic-financialservices.com

PREMIERQUOTIDIENECONOMIQUEDUBENIN

2239 du Mardi 06 Septembre 2022

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINT GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINT LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLÔNES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295
Source : Station « JNP» Mardi 6 Septembre 2022		

Les marchés locaux qui s’animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
	Matéri	Matéri	jeudi
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
	Cobly	Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	mercredi
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikèmo n	Ikèmon	mercredi

Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
	N’Dali	N’Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
	Savè	Savè	lundi
	Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	mercredi
	Lahotan	Lahotan	mercredi
Donga	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

Jours du marché Dantokpa

Septembre 2022
Vendredi 2 Septembre 2022
Mardi 6 Septembre 2022
Samedi 10 Septembre 2022
Mercredi 14 Septembre 2022
Dimanche 18 Septembre 2022
Jeudi 22 Septembre 2022
Lundi 26 Septembre 2022
Vendredi 30 Septembre 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR – Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d’igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d’arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d’1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquillette Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l’Economiste du Bénin, fait le 06/09/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 6 Septembre 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Evenements	Date	Lieux	Organisateurs/Contacts
Semaine Africaine du Climat 2022	29 Août 2022 - 2 Septembre 2022	Malabo, Gabon	https://unfccc.int/fr/ACW2022
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	https://gitex.com/
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	https://www.cosmetic-360.com/
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6° Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependencepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co



AFRIQUE CONSEIL

Société de Recherches, d'Etudes,
de Conseil et de Formation en
Marketing et Management

**DEPUIS 1988, AU SERVICE DU
DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES,
ORGANISMES ET INSTITUTIONS**

NOS PRODUITS

- Externalisation de la Gestion de Paie
- Portage Salarial de Profils Qualifiés
- Gestion et Mise à disposition de Personnel
- Recrutement
- Formalités d'Expatriation
- Formation
- Accompagnement et Coaching
- Etude Socio-Economiques et Sondage
- Etudes Marketing
- Audit Organisationel et Qualité
- Audit et plan Stratégique
- Audit et Management des Ressources Humaines
- Assistance au Pilotage et à la Gestion des Projets
- Aide à la Créativité et à l'Innovation
- Knowledge Management
- Création et Développement d'Entreprises

BENIN

634 Avenue Van Vollen Hoven,
Carré 163 01 BP 919 Cotonou Bénin
Tél: +229 90921753 / 21313975
courrier@afriqueconseil.com
afriqueconseil@gmail.com

NIGER

Tél: 227 93757488
Bureau Groupe SKM-Centre
de certification ICDL en face de
l'école de l'amitié Nigéro-Turque
Niamey, Niger

www.afriqueconseil.com

CEDEAO

Une nouvelle politique régionale pour garantir la sécurité routière

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) organise les 8 et 9 septembre 2022, un atelier régional de sensibilisation sur la mise en œuvre de la nouvelle politique régionale de sécurité routière, du plan d'action et de la charte de sécurité routière de la communauté.

● **Félicienne HOUESSOU**

La CEDEAO, par l'intermédiaire du Département des infrastructures, de l'énergie et de la numérisation annonce l'organisation cette semaine à Accra, au Ghana, d'un atelier régional de sensibilisation sur la mise en œuvre de la nouvelle politique, du plan d'action et de la charte de sécurité routière de la CEDEAO. Les directions de la Commission de la CEDEAO, les experts en sécurité routière des ministères et agences des États membres et des partenaires clés tels que l'Union africaine, la CEA, la BAD, le SSATP-Banque mondiale, l'Organisation africaine de la sécurité routière (ARSO) et la Fédération ouest-africaine des organisations d'ingénieurs sont, entre autres, les participants attendus à l'atelier de 2 jours. En effet, la nouvelle politique, charte, plan d'action et cadre de suivi et d'évaluation (S&E) de la CEDEAO en matière de sécurité routière élaborés par la Direction du Département des infrastructures de transport dans le cadre de son projet d'assistance technique sur la gouver-



nance des transports en Afrique de l'Ouest, ont été approuvés lors du 60e sommet de l'Autorité des Chefs d'État et de gouvernement le 12 décembre 2021. Selon une note publiée sur le site de l'institution régionale, les documents-cadres fourniront une plate-forme harmonisée à la CEDEAO et aux États membres pour mieux coordonner les actions visant à réduire les décès sur nos corridors routiers nationaux et régionaux. L'intervention constitue également la réponse de la CEDEAO à la deuxième Décennie d'action des Nations Unies pour la sécurité routière avec l'objectif mondial de réduire les décès et les blessures sur les routes d'au moins 50 % d'ici 2030. Avec cette nouvelle politique et charte, la

Commission souhaite intensifier son travail avec les États membres et les partenaires au développement pour améliorer la sécurité routière dans la région, qui est l'un des principaux thèmes et activités clés prévus dans le cadre du projet d'assistance technique à la gouvernance des transports de la CEDEAO, financé conjointement par l'accord de coopération avec l'Union européenne et ses homologues financiers de la CEDEAO. L'un des principaux résultats attendus de l'atelier sera un plan d'action régional actualisé avec des jalons, des objectifs et des délais pour les activités à réaliser au niveau régional par la CEDEAO et ses partenaires, ainsi que par les États membres et les acteurs de la société civile.

Médicaments vétérinaires dans l'Uemoa

La 50^{ème} session du Comité Régional ouverte avec 37 dossiers

Comme il est de coutume chaque année, le Comité régional du médicament vétérinaire (CRMV) a ouvert depuis hier lundi 05 septembre 2022, sa 50^{ème} session. Plusieurs dossiers sont à l'ordre du jour.

● **Sylvestre TCHOMAKOU**

Face à la libéralisation du secteur de l'élevage qui a entraîné la multiplication des opérateurs, la diversification de l'origine des produits et, de façon générale, une baisse de leur qualité en Afrique, la Commission de l'Uemoa s'investit pour une gestion efficiente de la pharmacie vétérinaire dans l'Union. Réuni depuis le lundi 05 septembre 2022 à Dakar, le Comité régional du médicament vétérinaire (CRMV) se penche sur le fonctionnement du secteur depuis la dernière session. Pour cette rencontre qui s'étend sur 10 jours, il s'agit pour les



● **Le présidium à l'ouverture de la session**

membres du Comité d'évaluer les nouveaux dossiers de demande d'Autorisation de Mise sur le Marché des médicaments vétérinaires (AMM), les réponses aux questions posées lors des sessions précédentes et les dossiers sujets à des modifications. La session sera également l'occasion de former les nouveaux

membres de la liste des Experts du Médicament Vétérinaire (LEMV). Au total, trente-sept (37) dossiers de demande d'AMM sont soumis aux vingt-cinq (25) Experts membres du CRMV et de la LEMV ainsi qu'aux cadres de la Commission de l'Uemoa, au cours de cette troisième session de l'exercice 2022.

Education au Bénin

Les enseignants contractuels de l'État de la promotion 2012 et 2014, appeler le gouvernement au secours

Les Agents Contractuels de Droit Public de l'État de la promotion 2012 et 2014 ont animé hier lundi 05 septembre 2022, un point de presse pour aller le gouvernement au secours en ce qui concerne leur situation.

Déclaration de la coordination des enseignants agents contractuels de droit public de l'état des promotions 2012 ET 2014 DU MESTFP

Les Agents Contractuels de Droit Public de l'État de la promotion 2012 ont été mis à la disposition au MESFTPRIJ par le communiqué radio N°43/MTFP/DC/SGN/DGFP/DRAE/STCD/SA du 25 octobre 2012 portant mise à disposition des agents contractuels de l'Etat recrutés au titre de l'année 2012; et ont pris service suivant la lettre N°2480/MTFP/DC/SGN/DGFP/DRAE/STCD/SA du 02 novembre 2012 portant titre d'affectation des agents contractuels de l'Etat recrutés au titre de l'année 2012. Cela fait déjà dix (10) ans de service rendu à l'état Béninois.

Quant à ceux de la promotion 2014, recrutés dans la fonction publique par le concours lancé par communiqué radio N° 010/MTFPRAI-DS/DC/SGM/DGFP/DRAE/STCD/SA et organisé le samedi 26 juillet 2014, les ACDPE de la promotion 2014 ont été mis à la disposition du MESFTPRIJ par lettre N° 4093/MTFPRAI/DC/SGM/DGFP/DRAE/STCD/SA du 30 octobre 2014 et pris service en majorité dans la période du 08 au 10 décembre 2014 selon les titres d'affectation respectifs. Cela fait déjà 8 ans de service rendu à l'État Béninois.

Mais force est de constater que tout au long de ces nombreuses années de service, les conditions de gestion de la carrière sont des plus exécrables et méritent d'être portées à la connaissance de l'opinion publique.

Le premier point, le plus important est la mise en formation des agents recrutés en qualité d'Élèves Professeurs Adjoints et d'Élèves Professeurs Certifiés.

En effet, depuis 2020, le gouvernement a pris la décision de la mise en formation des ACDPE des promotions 2012 et 2014. Les dossiers ont été déposés à la DESG à Porto-Novo depuis Juin 2020, soit plus de deux ans déjà. Les ACDPE de ces deux promotions continuent d'espérer la sortie de leurs arrêtés de mise en formation et le démarrage effectif de la formation dans les Ecoles Normales Supérieures. Malheureusement, jusqu'à présent le bout du tunnel qu'on attendait ne se fait même pas sentir. La Loi N° 2015-18 du 27/08/2015 portant Statut Général de la Fonction Publique stipule en son article 303 que « les Agents Contractuels de Droit Public de l'Etat peuvent bénéficier de stage de recyclage, de perfectionnement et de formation professionnelle » et, l'article 86 du Décret N° 2015-373 du 24/06/2015 portant régime juridique d'emploi des Agents Contractuels de l'Etat précise que les agents contractuels à durée indéterminée de l'Etat bénéficient de stage de recyclage, de perfectionnement, de formation professionnelle dans les mêmes conditions que les agents permanents de l'Etat. Combien d'années faut-il pour signer ces actes administratifs ? Lorsqu'on recrute par exemple un policier ou un agent de santé, il est formé avant de commencer à exercer. Pourquoi banaliser alors le secteur de l'éducation qui éveille, forme et modèle les âmes, relève de demain ? N'oublions pas que pour un système éducatif performant, on doit privilégier la formation des enseignants.

La formation, en effet, contribue à l'amélioration de l'offre éducative. Pour preuve, le conseil des ministres en sa séance du mercredi 13 juillet 2022 a adopté dans son compte rendu N° 25/2022/PR/SGG/CM/OJ/ORD la communication relative à la mise en formation de 662 aspirants au métier d'enseignement et de 4 élèves professeurs certifiés recrutés tout récemment en 2021 au profit des lycées techniques agricoles qui ouvriront leurs portes en 2024. Pendant ce temps, les élèves professeurs recrutés depuis 2012 et 2014 sont maintenus aux diplômes académiques sans même la formation initiale et par ricochet aux mêmes salaires.

Nul n'ignore les conséquences du maintien des EPA et EPC aux mêmes grades. Il y a par exemple l'adaptation lente des formateurs aux normes actuelles dans le système et à la gestion pédagogique et administrative des collèges. Il y a autres conséquences comme la démotivation et le découragement des enseignants, surtout avec la cherté de la vie.

Le second point concerne les avancements des PC et PA qui ont démarré timidement mais avec une injustice notoire.

En effet, la fonction publique a opéré un choix qui les défavorise : il s'agit de la non-prise en compte des 4 ans passés en CDD. Or, la Loi N° 2015-18 du 27/08/2015 portant Statut Général de la Fonction Publique stipule en son article 293 que « les salaires des Agents Contractuels de Droit Public de l'Etat font l'objet d'une augmentation par période de deux ans », sans aucune précision du type de contrat qui lie l'agent à l'État. La loi étant muette sur le fait, pourquoi opérer le choix qui défavorise les travailleurs ?

Face à ce tableau sombre et funeste, le collectif des enseignants Agents Contractuels de Droit Public de l'Etat des promotions 2012 et 2014 du MESTFP souhaite : La signature sans délai des arrêtés de mise en formation des EPA et EPC des promotions 2012 et 2014 ; La mise en formation effective des concernés avant la rentrée de septembre 2022 ; La correction de l'injustice faite aux ACDPE 2014 Professeurs Certifiés et Professeurs Adjoints dans le cadre de leur reclassement, afin que les deux échelons perdus soient restitués ; La célérité dans les travaux de reclassement afin que les ayant-droits puissent avoir leurs avenants et jouir de leurs avancements ; La mise en application effective de la décision du conseil des ministres relative à la reconnaissance des diplômes académiques (Maitrise) et professionnels (BAPES, CAPES) obtenus à titre payant en cours de carrière ; La mise en formation de Professeurs Adjoints pour l'obtention du CAPES.

Fonds de Garantie Automobile du Bénin

DANS QUELLES CONDITIONS RECOURIR AU FGA-BENIN ?

- L'accident doit avoir eu lieu au Bénin.
- L'auteur responsable n'est pas assuré ou est en fuite.
- La victime est blessée ou décédée.
- L'accident survenu doit être constaté par la Police Républicaine.
- L'accident doit être déclaré au FGA-BENIN par la victime ou ses ayants droits.



Vous êtes victime d'un accident de la route au Bénin causé par un véhicule inconnu ou non assuré ? FGA-BENIN vous accompagne gratuitement à travers une prise en charge médicale à l'hôpital et une indemnisation après consolidation. Les ayants droits des victimes décédées bénéficient également d'une indemnisation.

Siège : Cotonou - Immeuble Isabelle KPOMALEGNI Cité Houéyiho, sis au 7 allée centrale (Rue Agence SBEE située dans l'enceinte de la cité Houéyiho) - 01 BP 4745 Cotonou / e-mail : fgabenin@yahoo.fr - Contactez-nous : 21 38 40 71 / 94 56 84 73



**Avec ARESS,
vivez l'Energie,
l'Energie de Qualité
pour tous**



LA QUALITE POUR TOUS

